L'évolution et la diffusion de la doctrine fédéraliste dans l'après-guerre

Bertrand Vayssière

► To cite this version:

Bertrand Vayssière. L'évolution et la diffusion de la doctrine fédéraliste dans l'après-guerre : L'exemple de l'Union européenne des fédéralistes. *European Review of History / Revue européenne d'histoire*, 2002, 9 (2), pp.199-220. 10.1080/1350748022000005733 . hal-01935172

HAL Id: hal-01935172

<https://hal.science/hal-01935172>

Submitted on 8 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'évolution et la diffusion de la doctrine fédéraliste dans l'après-guerre: l'exemple de l'Union européenne des fédéralistes

BERTRAND VAYSSIÈRE

Université de Pau et des Pays de l'Adour, France

RÉSUMÉ Ne reposant le plus souvent que sur des idées abstraites ou des vœux pieux, le "sentiment européen" s'est bien souvent cantonné à l'espérance, voire à l'incantation: faire l'Europe pour que cessent les guerres. Les grands événements internationaux du XXe siècle, qui, à deux reprises, démontrent à quels extrêmes peut conduire l'idée nationale, offrent cependant une chance aux européens de se faire entendre. C'est surtout le cas de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle des hommes, dans différents pays, posent les bases d'une pensée fédéraliste ambitieuse, présentée comme une solution raisonnable apte à faire cesser le cycle guerrier. Chose inédite, ces mêmes hommes projettent la création d'une véritable plate-forme rassemblant tous les mouvements qui se réclament de cette pensée: c'est la naissance de l'Union Européenne des Fédéralistes (UEF) en décembre 1946. Ce mouvement, fortement lié à l'esprit de la Résistance, souhaite mettre sur pied ce qui a toujours fait défaut à l'europhisme: une organisation efficace, un recrutement ouvert et des campagnes d'opinion intenses. L'UEF peut être ainsi étudiée à trois échelles différentes: l'échelle chronologique d'abord, qui permet d'observer l'évolution, en quelques années, d'un groupe qui se réclamait, à la Libération, d'une Europe Troisième Force et de voir comment celui-ci adapte son discours aux péripéties de la Guerre froide; l'échelle idéologique ensuite, car l'UEF n'est qu'un cadre où s'expérimentent de manière parfois contradictoire des doctrines fédéralistes d'origines culturelles diverses; l'échelle interne, enfin, qui nous permet d'exposer les différentes composantes géographiques du mouvement et leurs capacités de mobilisation en Europe. Nous pourrions, à travers ces trois questionnements, tenter de comprendre les particularités de militantisme européen, incarné à cette époque par l'UEF, et les raisons de sa brusque disparition après l'échec de la Communauté Européenne de Défense.

Complexe et d'une grande richesse, la pensée fédéraliste peut paraître confuse aux yeux du profane, et exige un effort d'explication ou, au moins, de clarification. De même, son interprétation historique reste problématique, dans la mesure où le fédéralisme a pu revêtir différents atours idéologiques et où ses objectifs ont pu varier avec le temps. Nous nous proposons ici une brève étude de ces problèmes à travers le cas de l'Union européenne des Fédéralistes (UEF), groupe de pression qui a tenté, en même temps que d'influer sur le processus politique européen de l'après-guerre, de fondre en un bloc cohérent une pensée marquée par l'hétérogénéité idéologique et l'individualisme de ses partisans: la compréhension des différentes actions menées par l'UEF, depuis sa création (décembre 1946) jusqu'à l'échec de la Communauté européenne de Défense, en sera peut-être facilitée. Ce contexte mouvementé a en effet une forte valeur explicative pour mieux saisir l'ascendant des idées européennes: comme la plupart des pensées politiques qui se font entendre dans l'immédiat après-guerre en Europe, la doctrine fédéraliste s'insère dans un contexte guerrier, s'élève sur un champ de ruines, et cette origine le marquera pour longtemps. La

guerre, combattue par les fédéralistes, sera cependant toujours revendiquée par eux comme étant l'une de leurs matrices, un terrible mais formidable facteur de changement, ainsi que l'écrit Jacques Maritain dès 1940:

La guerre ne change pas substantiellement les problèmes de vie et de mort qu'il nous faut résoudre. Mais elle précipite, elle accélère furieusement leur évolution, elle transforme en un processus paroxystique ce qui normalement se serait étalé sur un grand espace de temps, et elle change avec une extraordinaire rapidité les conditions de réalisation historique.¹

Le fédéralisme n'est pas une idéologie plus "réactive" que ne l'est le communisme ou la pensée libérale face aux désastres matériels et moraux de la Seconde Guerre mondiale, mais il se voit offrir une chance, selon les différents espoirs formulés à l'époque, de donner les cadres d'un "Parti de la Reconstruction", ou d'être le levier politique amenant à la constitution d'une "Troisième Force" européenne. Le souci de tous les pays d'assurer en priorité la reconstruction semble imposer, pour coordonner des économies et des sociétés qui ont subi les mêmes maux, que celle-ci se fasse à l'échelle européenne. Il est donc intéressant de voir comment les fédéralistes saisissent l'occasion qui leur est offerte de se faire entendre sur la scène politique. Pour cela, il faut voir ce que cette idéologie doit à la conjoncture mouvementée de la guerre et de l'après-guerre, essayer de saisir ses principales articulations pour mieux comprendre la difficulté de créer une plate-forme de combat homogène, et donner une idée de l'assise européenne de l'UEF pour mettre en valeur ses variantes.

I. Une affirmation orchestrée par les grandes crises européennes

Comment en est-on arrivé là? Le fédéralisme n'est pas, en 1945, une pensée nouvelle. Sans pour autant revenir à Proudhon ou à Tocqueville, certains projets de l'entre-deux-guerres s'écartaient des voies nationales classiques pour résoudre une crise généralisée à l'ensemble du Vieux Continent. Mais comme nous l'avons déjà dit, c'est la guerre qui donne à ces projets, certes revus et corrigés avec réalisme, une chance d'exister. Dès lors, le fédéralisme paraît être une solution à part entière, mais se retrouve piégé par une "accélération de l'histoire" qui l'oblige constamment à une révision de ses objectifs en fonction d'une conjoncture qui fait de l'Europe le centre d'une guerre mondiale, puis, un court instant, la place au cœur des espoirs humanistes de la Résistance, avant de redevenir le centre d'un conflit planétaire, cette fois-ci de nature exclusivement idéologique.

1. Avant la Seconde Guerre mondiale: un projet politique marginalisé

Fédéralisme: "s.m. Néologisme. Syst., doctrine du gouvernement fédératif. Le Fédéralisme était une des formes politiques employées par les sauvages, Châteaub. Amérique, gouvernement. Pendant la Révolution, projet attribué aux Girondins de rompre l'unité nationale et de transformer la France en une fédération de petits Etats. Aux Jacobins, on agita gravement la question du fédéralisme, et on souleva mille fureurs contre les Girondins, Thiers, Histoire

1. Jacques Maritain, *L'Europe et l'idée fédérale*, Paris, Mame, 1993, p. 51. Le texte a été rédigé au printemps 1940, alors que Jacques Maritain se trouvait aux Etats-Unis pour une tournée de conférences, au cours desquelles l'auteur cherchait à faire connaître au public américain les véritables enjeux du conflit qui venait d'éclater en Europe, et les implications qu'il risquait d'avoir pour l'ensemble du monde occidental.

de la Rév. Conv. Nat., ch. I^{er}. Voici comment le *Litttré* de 1865 définissait la formule politique du fédéralisme, décrite au mieux comme un gouvernement simpliste, tout juste bon pour les “sauvages”, au pire comme un moyen de subversion capable de “rompre l’unité nationale”. Le discrédit dans lequel est tenu le fédéralisme au pays des Jacobins s’aggrave après la grande peur provoquée par la révolte des Communards et la perte simultanée de l’Alsace-Lorraine.²

L’une des critiques les plus fréquentes faite à ce système politique, et que l’on retrouve formulée dans beaucoup de pays européens, est que le fédéralisme va à l’encontre du sens de l’histoire qui, au XIX^e siècle, semble tendre vers l’agrandissement et la consolidation de la Nation.³ Même les milieux “européistes” de l’entre-deux-guerres évitent soigneusement le terme: Richard Coudenhove-Kalergi, souvent présenté comme le champion de la cause européenne durant les années vingt, parle parfois dans ses écrits ou ses discours de “fédéralisme”, mais il faut comprendre plutôt ce qu’il projette comme une formule de type confédéral.⁴ De même, le célèbre discours d’Aristide Briand à la Société Des Nations du 5 septembre 1929 évoque vaguement une “sorte de lien fédéral” à tisser entre les Etats qui, apparemment, garderaient leur souveraineté, le modèle européen projeté concernant avant tout le domaine économique.⁵ Les années Trente révèlent le côté utopique de ces projets, dans la mesure où le nationalisme, que l’on a pu croire un instant assagi, reprend ses droits jusqu’à déclencher la guerre et embraser le continent. Le Fédéralisme fait donc l’objet de méfiance, une fois encore remisé au rayon des utopies. Seuls certains intellectuels, notamment ceux qui gravitent autour du mouvement *Ordre Nouveau* ou dans le milieu des *fuorusciti* italiens réfugiés en France, en particulier au sein de *Giustizia e Libertà* des frères Rosselli, s’en font les défenseurs; au demeurant, ces “non-conformistes”, en marge de la scène politique, n’imaginent ce système fédéral qu’au niveau national, et pas encore européen.⁶ Il est vrai qu’au même

2. On peut trouver une recension des “peurs fédéralistes” en France, de la Révolution à nos jours, dans Gérard Bossuat, “Pourquoi le Fédéralisme fait-il peur aux Français?”, in Franz Knipping, éd., *Federal Conceptions in EU Member States: Traditions and Perspectives*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1994, pp. 48–58.

3. Suzanne Citron, *Le mythe national, L’histoire de France en question*, Paris, Editions Ouvrières, 1989.

4. Une étude de *Panurope* et de ses objectifs figure dans l’ouvrage très exhaustif de Jean-Luc Chabot, *L’idée d’Europe unie de 1919 à 1939*, Thèse pour le Doctorat d’Etat en Sciences Politiques, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1978, étude complétée par celle de Frank Vereecken, *La lutte pour les Etats-Unis d’Europe. Richard Coudenhove-Kalergi en exil (1938–1947)*, London, Lothian Foundation Press, 1996.

5. Le discours de Briand donne peu de détails sur la nature et les structures de la future organisation qu’il appelle de ses vœux, précisant seulement qu’il y aurait priorité de l’économique sur le politique: “Evidemment, l’association agira surtout dans le domaine de l’économique: c’est la question la plus pressante. Je crois que l’on peut y obtenir des succès. Mais je suis sûr aussi qu’au point de vue politique, au point de vue social, le lien fédéral, sans toucher à la souveraineté d’aucune des nations qui pourraient faire partie d’une telle association, peut être bienfaisant”. Le fédéralisme tel qu’il est exposé par Briand reste donc bien inoffensif, puisqu’il ne touche en aucune manière aux souverainetés nationales, et ressemble par conséquent beaucoup plus à un modèle confédéral. Cependant, certains admirateurs de la proposition Briand voient dans ce projet une ambition plus grande, tel André Philip, pour qui une “construction effective et durable de l’Europe ne peut être effectuée sur le seul terrain économique; une organisation de sa vie politique doit être poursuivie parallèlement afin d’établir, à chaque instant et pour tous les problèmes, l’organisation populaire nécessaire pour faire le contrepois aux forces économiques; il faut donc absolument reprendre et poursuivre jusqu’à sa réalisation la proposition Briand de création d’un lien fédéral européen”, *Le Christianisme et la paix*, Paris, éd. Je Sers, 1932, p. 136.

6. Sur ces Non-conformistes, on ne peut que renvoyer à la très classique étude de Jean-Louis Loubet Del Bayle, *Les Non-Conformistes des années Trente, une tentative de renouvellement de la pensée française*, Paris, Seuil, 1969, ainsi qu’au travail collectif de Edmond Lipiansky et Bernard Rettenbach, dans une optique plus comparative, *Ordre et démocratie—Deux sociétés de pensée: de l’Ordre Nouveau au Club Jean Moulin*, Paris, PUF, 1967, ou enfin à la thèse de Pierre Izard, *Personnalisme et Fédéralisme à travers l’œuvre des fondateurs de la revue L’Ordre Nouveau*, Université de Toulouse, 1986.

moment, le fédéralisme est devenu un thème prisé outre-Manche, en particulier au sein du groupe *Federal Union* à partir de 1938, dont nous reparlons plus loin. Cette pensée, enrichie de nombreux apports, est cependant encore méconnue sur le continent.

2. La marque de la Résistance: de l'utopie à l'action

La Seconde Guerre mondiale reste un élément très important pour comprendre l'évolution des théories fédéralistes. Non seulement, ces dernières se présentent comme un moyen de "sauver" une Europe exsangue, mais, au-delà des aspects matériels, elles sont également à la base d'un nouveau modèle social, porté sur les fonts baptismaux de l'idée européenne par la Résistance. Des hommes comme Albert Camus, en particulier dans les *Lettres à un ami allemand*,⁷ estiment que l'expérience du combat dans la clandestinité a été essentielle pour comprendre leur engagement en faveur de l'Europe unie. Ces *Lettres*, écrites pendant l'Occupation à un correspondant allemand, bien entendu fictif, illustrent le changement de mentalité induit par la guerre et le désir d'un Etat européen qui permettrait de mener à bien tous les changements sociaux, politiques et moraux rêvés dès avant la guerre. Cet Etat est opposé au Reich, qui lui-même proposait une Europe unie, mais assujettie à la suprématie raciale aryenne et à l'effort de guerre. Les programmes de la presse clandestine sont en eux-mêmes une synthèse de tous les espoirs formulés afin de renouveler une République "dégradée", et qui mettent en avant des principes tels que la redistribution, la planification, la participation ou le droit au travail. Il ne s'agit pas seulement d'un changement de la politique, mais également d'un changement de la vie qui passe par mille aspects économiques, sociaux et culturels. Ce vertige autorise les projets les plus fous, à une époque où les bouleversements de tous ordres semblent avoir effacé les repères politique classiques. Raisonner en fédéraliste au pays des Jacobins, alors que les centres de décision politique se partagent entre Londres, Berlin, Paris, Vichy ou le maquis, sans parler de Washington et Moscou, ne paraît pas alors insensé.

Ainsi fleurissent plusieurs centaines de projets, plus ou moins utopiques, qui prennent en compte l'écroulement des structures politiques traditionnelles et proposent le cadre européen comme solution d'après-guerre.⁸ Dans sa thèse, Christophe Réveillard rappelle la prudence avec laquelle le chercheur doit se pencher sur ces "incantations" fédéralistes de bon ton, généralement noyées dans un message dont le caractère "anti-boche" est dominant.⁹ Toujours est-il que l'idée d'Europe a finalement profité de cette lutte des mots qui s'est livrée en son nom, à force de propagande et de manifestes, entre l'idéologie nazie et une grande partie de la Résistance:

L'idée européenne fut reprise dans différents pays au cours des années les plus difficiles de la Résistance. L'unification volontaire des pays européens sur des bases démocratiques est un sujet que l'on retrouve souvent dans les manifestes politiques clandestins des différents journaux de la Résistance,

7. Albert Camus, *Lettres à un ami allemand*, Paris, Folio, 1995.

8. Jean-Pierre Gouzy, "L'idée européenne pendant les années noires", *Communauté européenne*, (décembre 1966), pp. 26-28.

9. "[...] le message fédéral est essentiellement incantatoire [présenté comme un] remède universel et [une] chance historique", Christophe Réveillard, *Les tentatives de construction d'une Europe fédérée (1940-1954). Le fédéralisme européen contre les nations*, Université de Paris, 1995, pp. 30-31.

qu'ils soient français, italiens, hollandais ou belges, en opposition à la tentative d'unification par la force prévue par le nazisme.¹⁰

Le manifeste fédéraliste le plus connu reste celui dit "de Ventotene", rédigé en 1941 par Altiero Spinelli, Ernesto Rossi et Eugenio Colomi, prisonniers du fascisme et relégués sur cet îlot, situé à 40 kms du golfe de Gaète. Il permet de comprendre les ambitions d'un fédéralisme qui se veut plus politique et moins abstrait. Outre les avancées doctrinales qu'il représente dans les domaines politiques et sociaux, ce Manifeste marque un changement majeur dans la perception fédéraliste du monde, qui ne peut être séparé des conditions dans lesquelles il a été écrit. Même s'il faut lui reconnaître une certaine confidentialité, ce texte porte la marque d'un européisme plus militant, constat à la fois d'un sentiment d'échec et d'une volonté d'en sortir, moule multiforme dans lequel peuvent se fondre des aspirations fédéralistes fouettées par l'esprit de Résistance.¹¹

3. Les espoirs de la Libération: l'Europe contre les Etats

Pour que le Fédéralisme acquière une certaine aura et exerce un attrait intellectuel nouveau, il faut que l'ancien système politique soit sujet à critiques. Pour beaucoup de militants fédéralistes, leur engagement vient du constat que la Nation n'a pas su tenir ses engagements et que son rôle est devenu inopérant à l'heure des grandes puissances et, bientôt, des bombes atomiques.¹² Cependant, cette prise de conscience ne se fait pas sans une révision de la doctrine fédéraliste, peu préparée jusque-là à s'appliquer à un continent tout entier. C'est pourquoi l'étude de l'idée fédéraliste doit prendre en compte la réflexion de certains penseurs, isolés les uns des autres et, qui dans une prison, qui dans la Résistance, qui dans l'exil, formulent à peu près au même moment les mêmes idées.¹³

L'émergence des mouvements européistes après 1944-45 correspond à l'urgence de créer une nouvelle société sur les ruines de l'ancienne. Comme le dit Jean-Pierre Gouzy, "Tout paraît mobile, malléable, possible, aux animateurs entreprenants dans ce monde de l'après-guerre, dont les structures sociales se

10. Achille Albonetti, *Préhistoire des Etats-Unis de l'Europe*, Paris, Sirey, 1963, p. 36.

11. L'Europe imaginée dans la Résistance se présente d'abord comme une réponse à la vision cauchemardesque d'une Europe allemande basée sur les principes raciaux. On peut lire à ce sujet Michel Dumoulin, éd., *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre (1940-1947)*, Actes du colloque de Bruxelles des 12-14 mai 1993, Bruxelles, Bruylant, 1995.

12. Cette vision pessimiste de l'indépendance des Nations à l'heure de la Libération fait partie de l'"arsenal" idéologique des fédéralistes dénoncé par le livre très polémique de Christophe Reveillard, *Sur quelques mythes de l'Europe communautaire, plaidoyer pour un retour au réel*, Paris, F-X de Guibert, 1998.

13. C'est cette impression d'affirmation progressive de la pensée fédéraliste que résume parfaitement Altiero Spinelli, l'un des acteurs de cette maturation avec son *Manifeste de Ventotene*: "Quand on se rappelle aujourd'hui [1972] l'émergence de l'idée fédérale pendant la guerre, [nous devons rappeler le fait que ceux qui l'ont défendue] étaient exilés sur des îles pénitenciaires, ou dans des camps de concentration, ou membres de la Résistance dans de nombreux pays [...] Dans chaque pays ces groupes ignoraient qu'ils n'étaient pas seuls. Ainsi, comme on l'a su plus tard, ici et là des membres de mouvements de résistance français, allemands, italiens, hollandais, tchèques, yougoslaves ou polonais avaient développé les mêmes conceptions, exprimant dans des mots identiques les mêmes sentiments et idées, et projetaient déjà un mouvement ou comité pour la Fédération européenne", "European Union and the Resistance", in Ghita Ionescu, *The New Politics of European Integration*, London, Macmillan, St Martin's Press, 1972, p. 5.

sont effondrées. L'Europe n'est plus qu'un cadre délabré".¹⁴ Le mot "Europe" ne doit cependant pas faire illusion: les premiers cercles fédéralistes qui se rassemblent à la fin de la guerre mentionnent encore très peu la possibilité d'une union continentale. Par exemple, le premier nom du mouvement français *La Fédération* (un des groupes fondateurs de l'UEF), créé en 1944, est *Centre d'études institutionnelles pour l'organisation de la société française*, dont le but est d'assurer le renouveau de la France en favorisant un ordre social fondé sur la famille, la profession, la commune et le syndicalisme de fonction. Ce qui intéresse dès le départ ces mouvements est d'éviter la "massification": ce dernier péril, ces hommes croient déjà l'apercevoir dans l'URSS victorieuse, où le modèle stalinien met la société au service du parti. C'est la Guerre froide qui, sans tout expliquer, est fondamentale pour comprendre le cheminement qui amène le fédéralisme à s'élargir à l'échelle de l'Europe.

Cette réflexion simultanée et "transeuropéenne" est déjà la preuve qu'il existe un malaise vis-à-vis des cadres politiques traditionnels, marqués dans certains cas par une collaboration qui les déshonore: le fédéralisme fait œuvre de critique en soulignant ce que la guerre implique pour l'avenir de l'Europe et parle d'une Révolution à mener, non seulement dans les esprits mais également sur le terrain. Les premières rencontres fédéralistes, qu'elles soient informelles ou officielles, baignent dans cet esprit de la Résistance qui, avant la Libération définitive, croit possible de tout changer. Au demeurant, dès avant 1945, les expériences "solitaires" dont nous avons parlé ont débouché sur l'élaboration de projets ambitieux (Projet de programme international du Mouvement de Libération Nationale, Déclaration des Résistances européennes en 1944). Des mouvements ont vu le jour: *Movimento Federalista Europeo* en 1943, *Comité Français pour la Fédération Européenne* en 1944, *Europeesche Actie* hollandais en 1945. Des journaux ont été édités tels que *Fédération* en France, *L'Unità Europea* en Italie, *L'Avenir* en Belgique, *La Libre Hollande*. Les fédéralistes arrivent même, juste avant la fin de la guerre, à se réunir à Paris entre les 22 et 25 mars 1945 sous la présidence d'Albert Camus, afin de faire connaître leur désir d'intervenir dans les discussions politiques qui, depuis la Conférence de Yalta, le mois précédent, se penchent sur la réorganisation politique du continent. Le résultat immédiat de cette effervescence est la création, en décembre 1946, de l'*Union Européenne des Fédéralistes*, qui précède tous les autres mouvements dits "européistes", qu'ils soient fédéralistes eux aussi (*Mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe*, 23 février 1947, *Nouvelles Equipes Internationales*, 2 mars 1947) ou unionistes, c'est-à-dire plus tournés vers le principe de coopération des Etats qu'à leur intégration pure et simple (*United Europe Movement*, 16 janvier, *Ligue européenne de Coopération économique*, 7 mars 1947, *Conseil français pour l'Europe unie*, 16 juillet 1947).

4. De 1948 à la CED: le moment de vérité

L'espérance fédéraliste se heurte alors à un dilemme: comment changer la donne politique si l'on conserve le même personnel? Le cas du fédéralisme fait penser à celui de la Résistance dans son entier, qui n'a pas réussi à tirer, comme elle le rêvait, la politique de ses ornières d'avant-guerre. Un autre élément

14. Jean-Pierre Gouzy, *Les pionniers de l'Europe communautaire*, Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1968, p. 29.

d'explication vient du contexte international qui ne ressemble pas vraiment à celui qui avait été imaginé dans la clandestinité: les fédéralistes, qui pensaient maîtriser l'accélération de l'histoire qu'impliquait la guerre, sont très vite dépassés par un autre emballement, celui que suscite la Guerre froide, et qui met fin aux espoirs d'une Europe unie. En quelques années, le fédéralisme, qui se voulait message politique indépendant, est obligé de prendre partie dans le vaste conflit qui s'ouvre entre les deux "grands".

La composante révolutionnaire du fédéralisme est, dès lors, sérieusement remise en cause: les ambitions européennes sont révisées à la baisse pour se consacrer très vite au seul Occident et l'anticommunisme, parfois primaire, devient vite l'un des plus efficaces ciments de la cause... D'un ensemble concernant le continent dans son entier, on s'achemine vers une organisation "occidentale" de l'Europe, qui conduit à accepter ce que l'on ne ressent plus comme "l'ingérence" américaine, et à repousser aux calendes grecques le modèle d'une "Troisième Force" européenne rêvé au moment de la Libération. A travers ce changement, c'est l'Europe de la Résistance qui se meurt et qui laisse la place à un fédéralisme plus pragmatique et plus engagé dans le combat politique annoncé par la Guerre froide, dont les répercussions sur les projets d'intégration européenne sont indéniables (CECA, CED, CPE). Le "front commun" européiste qui en découle cimente les fédéralistes lors des grands combats européens de la fin des années quarante et du début des années cinquante, et c'est seulement lorsque ceux-ci semblent désespérés, principalement à la suite de l'échec de la CED (août 1954), qu'ils se laissent aller aux vieux démons de la défaite, en premier lieu aux polémiques sans fin et à la désunion.

II. Diverses acceptions du mot "fédéralisme"

Le débat sur le fédéralisme en Europe participe d'un constat et d'un objectif subséquent: la conscience d'une déchéance matérielle aussi bien que morale des sociétés européennes, et par conséquent la recherche d'une nouvelle solution politique apte à faire cesser le mécanisme guerrier qui a conduit le continent au bord du gouffre. Cependant, ce débat se révèle sensible, surtout dans des pays qui n'ont jamais connu d'autre organisation que la centralisation, au premier chef la France où le fédéralisme est jugé avec suspicion, mais aussi en Allemagne, où le cadre fédéral a toujours servi à masquer l'emprise très forte d'un Etat puissant. De plus, il faut reconnaître que le fédéralisme est envisagé de manière différente selon le pays où il est exprimé, ce qui ne peut qu'affaiblir toute tentative ayant l'ambition de dépasser les frontières et de proposer une solution commune: deux formes principales se dégagent dans l'après-guerre, proposant des solutions différentes.

1. Le fédéralisme "intégral"

Le terme "intégral" (au sens de global) a été popularisé, dans les années Trente, par celui qui deviendra le premier Secrétaire Général de l'UEF, Alexandre Marc, pour désigner une pensée qui transformerait de fond en comble une société figée dans ses aspects politiques, économiques et sociaux.¹⁵ Dans ce sens, le fédéral-

15. Lire en particulier de lui *Avènement de la France ouvrière*, Porrentruy, Portes de France, 1945, et *A Hauteur d'homme, la Révolution fédéraliste*, Paris, éd. Je Sers, 1948.

isme n'est pas vraiment une idéologie censée éclairer l'avenir, mais un moyen de répondre au problème de répartition des pouvoirs à l'intérieur d'une société donnée, dans un équilibre instable sans cesse remis en cause. A la différence du marxisme qui part de la révolution ou du traditionalisme qui en rejette l'idée, le fédéralisme "intégral" est présenté par ses plus fervents zéloteurs comme une "remise en cause permanente" (selon les mots de Henri Brugmans), qui exige par conséquent une vigilance quotidienne de la part du citoyen. On voit qu'on est loin de toute attitude cartésienne, mais également millénariste, dans le sens où ce fédéralisme ne se présente pas comme la voie d'accès à une société idéale, mais plutôt comme une gestion quotidienne des rapports humains, souple mais très exigeante. Ces rapports humains doivent se faire à l'intérieur d'un organisme politique pluraliste, obéissant plus au principe d'union que d'unification.¹⁶ L'UEF adopte cette définition du fédéralisme à l'issue de son premier Congrès à Montreux (août 1947), qui va représenter la référence du mouvement dans les années qui suivent la guerre:

La fédération est un procédé d'organisation volontaire par lequel des intérêts s'unissent pour leur protection et développent sous une autorité qui les discipline en respectant, dans une mesure à déterminer, l'essentiel de leurs particularités.¹⁷

Ainsi, le fédéralisme intégral est une méthode d'approche de la réalité politique et un type d'organisation sociale, dans laquelle l'harmonisation entre l'individu et la société occupe le centre de la réflexion. Cherchant à concilier ordre et liberté, la structure fédérale résulte d'un mouvement d'association de personnes ou de communautés qui maintiennent leur caractère propre. L'idée que la politique doit circuler de bas en haut, suivant une série d'intermédiaires, y est centrale: l'union ne doit pas s'étendre aux seuls Etats, "mais à tous les groupes autonomes professionnels, spirituels et politiques". La formule de l'Etat-nation étant par excellence totalitaire dans ses prétentions politiques, qu'elle soit à l'échelle nationale ou même élargie à l'ensemble de l'Europe, elle devra se limiter à l'administration des intérêts généraux, laissant une autonomie complète aux communautés naturelles auxquelles appartient l'homme. Cette critique de l'Etat-nation ne fait que reprendre la diatribe que les Non-Conformistes, entre autres le même Alexandre Marc, ont fait entendre au cours des années Trente. Pour ceux-ci, la séparation entre Etat et nation est un préalable car la nation est l'"incarnation complète de l'universel, un nœud de culture, une tradition vivante. C'est l'avilir que de la confondre avec des fonctions administratives; c'est la trahir que de l'asservir à un territoire".¹⁸ Cette pensée, défendue en 1934, est toujours au centre du combat d'Alexandre Marc, persuadé que la guerre n'est que le révélateur de l'inanité des institutions politiques traditionnelles.

Fédéralisme intégral et personnalisme sont liés par une histoire intime. Le personnalisme est une doctrine née au cours des années Trente, en opposition directe avec l'individualisme et le collectivisme, au sein des revues *L'Ordre Nouveau* et *Esprit* essentiellement. Parmi les grands penseurs personnalistes, on

16. Michel Mouskhely, *Confédération ou Fédération européenne?*, Campagne européenne de la Jeunesse, 1952.

17. *Rapport du Premier Congrès annuel de l'UEF*, Genève, UEF, 1947, p. 120.

18. Alexandre Marc & Claude Chevalley, "Patrie, Nation, Révolution", *Avant-Poste*, janvier-février 1934.

peut citer Emmanuel Mounier, Jacques Maritain, Gabriel Marcel, Nicolas Berdiaeff, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc, Denis de Rougemont ou Robert Aron. Le personnelisme s'oppose à toute explication moniste de la condition humaine qui, bien souvent, sert à réduire la personnalité et à l'assujettir à une puissance quelconque, qu'elle soit religieuse, politique ou sociale. C'est pourquoi les personnelistes reprennent la notion proudhonienne de "pluri-appartenance", la plus apte à permettre à la liberté humaine de s'accomplir au contact des diverses cellules sociales et politiques dans lesquelles elle doit pouvoir s'épanouir pleinement. Cette notion s'accompagne de celle d'autonomie, s'appliquant à la liberté qu'ont ces différentes cellules de devenir de véritables communautés à hauteur d'hommes, conservant le pouvoir décisionnel qui leur revient. On voit les liens qui peuvent lier ces aspects de la pensée personneliste avec le fédéralisme politique: l'idée d'autonomie ou d'autogestion peut s'appliquer à n'importe quelle échelle, de la région au continent tout entier. Une autre notion évoquée par les personnelistes, celle de subsidiarité, permet de diviser le pouvoir entre les différents niveaux disposant de moyens adéquats pour assumer les tâches qui relèvent de leur compétence, dans l'esprit de l'encyclique du Pape Pie XI, *Quadragesimo Anno* (1931):¹⁹ l'ensemble de ces dispositions doit permettre de généraliser le principe de participation, permettant à l'homme de se réaliser à tous les niveaux.

L'interpénétration de la pensée personneliste avec les idéaux d'une certaine partie des militants fédéralistes de l'après-guerre est forte. L'individu n'est pas le "soldat politique" au service exclusif de la communauté tel qu'il s'impose dans les idéologies totalitaires, il n'est pas non plus l'homme isolé censé connaître d'instinct son intérêt au profit du bien commun tel qu'on le décrit dans la théorie libérale. Il n'est pas même le "juste milieu" entre les deux tendances, comme le souligne dans une boutade Denis de Rougemont:²⁰ l'homme est avant tout une "personne" civiquement engagée et responsable de ses actes dans un univers de communautés librement choisies. Selon la formule de Jacques Maritain, cette "personne" peut être définie comme "un univers de nature spirituelle, doué de la liberté de choix et constituant pour autant un tout indépendant en face du monde; ni la nature ni l'Etat ne peuvent mordre sur cet univers sans sa permission".²¹

Cette approche n'est pas l'apanage d'une seule famille de pensée: l'autonomie de l'être humain est tout aussi bien justifiée par des principes chrétiens que libertaires. C'est pourquoi il convient de rappeler qu'on ne peut pas parler de fédéralisme intégral au singulier, au risque de confondre des intentions bien différentes chez nos divers penseurs: l'influence de la gauche comme de la droite reste essentielle pour comprendre la complexité des débats au sein de ce courant. Les deux penseurs les plus cités chez les uns et chez les autres sont ainsi deux personnalités aux pensées politiques aussi différentes que Proudhon, en particulier pour ses idées concernant l'autogestion, et La Tour du Pin,²² très présent

19. "C'est une injustice que d'enlever à l'individu, et de remettre au soin de la société, ce que l'individu peut accomplir par ses propres forces et de sa propre initiative".

20. "Un homme qui boit un verre d'eau n'est pas le juste milieu entre un homme qui se noie et un autre qui meurt de soif".

21. Jacques Maritain, *Humanisme intégral: problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Aubier, 1968, p. 17.

22. Le marquis René de La Tour du Pin (1834-1924) est souvent présenté dans certains livres fédéralistes, rédigés à l'époque de Vichy, comme le grand théoricien ayant permis dans ses œuvres le mariage entre l'idéal chrétien et les bases d'un régime corporatif et représentatif, en particulier dans

dans les écrits de l'après-guerre cherchant à renouveler un corporatisme fidèle aux idées chrétiennes, penseur parfois relayé par Charles Maurras.²³ L'alliance qui se dessine entre ces diverses tendances au moment de la Libération s'explique en grande partie par le dégoût partagé du cadre politique traditionnel, qui autorise un Alexandre Marc à rechercher, au cœur même du conflit, des alliés parmi ceux auxquels il est pourtant opposé:

Les quelques éléments sains qui ont pu à tort ou à raison croire sincèrement à la Révolution nationale pourraient être récupérés par une Révolution authentique,²⁴

pensée que l'on retrouve dans cette note de novembre 1943, intitulée "Fédérer les Forces Fédéralistes", où il appelle à une coordination des bonnes volontés, qu'elles quelles soient:

Je suis partisan du Fédéralisme intégral, édifié sur le double fondement de la Commune et de l'Atelier, mais rien ne m'empêche de collaborer sans arrière-pensée avec celui qui se prononcera en faveur d'une solution radicale [...].²⁵

Cependant, les solutions fédéralistes, même si elles sont affirmées avec une vigueur renouvelée, ne semblent pour l'instant que pouvoir s'appliquer à une France moribonde, qui a besoin de ce sursaut pour dépasser des faiblesses que Marc expose de manière assez brutale:

décadence politique, inefficacité des institutions, leur nocivité même; décadence physiologique, dénatalité et dégénérescence; décadence sociale, décomposition de la cité française; décadence morale, affaissement des mœurs et des consciences; décadence internationale, démission de la France, incapable d'assumer ses responsabilités en politique étrangère; décadence spirituelle, la France perdant apparemment ses qualités traditionnelles d'imagination, d'invention, d'initiative. Il serait criminel d'oublier tout cela et de s'abandonner à l'optimisme [...] de la lutte clandestine.²⁶

La lutte que compte engager Alexandre Marc vise donc à préserver l'intégrité de la France (en particulier de l'ingérence anglo-saxonne, pour reprendre ses termes) et à assurer son salut moral. La lutte pour l'Europe ne vient que dans

footnote continued

la thèse de l'industriel catholique Jacques Bassot, premier président de *La Fédération*, intitulée *Travail et propriété. Actualité révolutionnaire de La Tour du Pin*, Paris, éditions de l'Institut d'Etude corporatives et sociales, 1943, ou dans le livre d'un autre futur membre de ce groupe, Paul Chanson, *Autorité et Liberté, Constitution de la France selon La Tour du Pin*, Paris, Temps Présent, 1941.

23. Cette confusion des genres est à son comble au cours des années trente, où se multiplient les revues qui, sous prétexte de ne pas sombrer dans le conformisme politique qu'elles condamnent, font paraître des articles antiparlementaires et anti-Front populaire, ainsi que des textes "de référence". Ainsi, la petite revue *Combat* que nous décrit, dans ses souvenirs, Robert Brasillach (1939-1940): "Thierry Maulnier, avait alors fondé, avec Jean de Fabrègues, une petite revue, *Combat*, à laquelle Georges Blond et moi-même avons collaboré, et qui unissait l'esprit antidémocratique à l'esprit anticonservateur: on y publiait des textes de Maurras et des textes de Proudhon, c'était assez à la couleur de l'époque", Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, Paris, Le Livre de Poche, 1992, p. 240.

24. Document non daté, probablement rédigé au cours de l'année 1943 où il est réfugié en Suisse, p. 5, Papiers personnels de M. Alexandre Marc, Vence.

25. *Fédérer les Forces Fédéralistes*, novembre 1943, Papiers personnels de M. Alexandre Marc, Vence.

26. *Note du 4 octobre 1943*, pp. 1-2, Papiers personnels de M. Alexandre Marc, Vence.

un deuxième temps, celle-ci ne pouvant se réaliser que par l'initiative d'une France régénérée:

Dans l'œuvre nécessaire de construction d'une Europe, un rôle particulièrement important et, pour tout dire, décisif, appartiendra à la France. Cette affirmation reste étrangère à tout "chauvinisme", à toute exaltation inconsidérée de l'orgueil national: qu'on examine simplement la situation probable de l'Europe de demain, et l'on ne manquera pas de reconnaître que la France, avec tous ses défauts et toutes ses faiblesses, se présente comme le seul pays capable d'assumer une pareille tâche.²⁷

2. Le fédéralisme "constitutionnel"

Il serait cependant trop simple de réduire la doctrine de l'UEF à ses conceptions philosophiques les plus larges et de penser que tous les fédéralistes sont proudhoniens, ce qui serait singulièrement sous-estimer la richesse de leur pensée et consisterait à prendre un point de vue trop "franco-centrique". L'UEF n'a soutenu le fédéralisme intégral que dans les premières années de l'après-guerre. Un autre versant du fédéralisme correspond à l'ascension en son sein de celui qui en est le principal thuriféraire, Altiero Spinelli, de même que l'ensemble des Italiens. Cette pensée représente l'autre tendance dominante du fédéralisme de l'UEF, celle qui s'impose à l'aube des années cinquante: elle s'inspire du fédéralisme d'origine américaine, appelé par certains "hamiltonien", "madisonien" par d'autres,²⁸ qui défend l'absolue nécessité d'un gouvernement central fort ayant "des fonctions limitées, mais des pouvoirs réels".²⁹

Le fédéralisme "constitutionnel" s'inspire directement de l'œuvre des Pères de la Constitution qui, lors de la campagne de ratification du projet de Constitution des Etats-Unis élaboré à Philadelphie au printemps et à l'été 1787, ont multiplié dans les journaux new-yorkais des articles en faveur de sa ratification, campagne d'opinion comprise entre octobre 1787 et mai 1788. Quatre-vingt-cinq articles au total ont été composés pendant cette brève période par Alexander Hamilton (51), John Jay (5) et James Madison (14),³⁰ et publiés dans différents journaux new-yorkais (*The Independent Journal*, *The New York Packet*, *The Daily Advertiser*, etc.). Il faut bien comprendre que ces travaux contiennent une bonne dose d'arguments polémiques, propres à une campagne d'intensité politique très forte. Cependant, l'ensemble de ces essais est resté dans l'histoire des idées

27. Quelques réflexions sur l'avenir de l'Europe, 20 mars 1944, pp. 2-3, Papiers personnels de M. Alexandre Marc. Alexandre Marc ajoute cependant dans une version légèrement modifiée du même texte, rédigée le 16 mai 1944, qu'"il est peut-être bon d'observer que la thèse [de l'initiative française] ne porte nullement atteinte au rôle européen de l'Angleterre: mais le poids de l'empire britannique est tel que l'Angleterre proprement dite ne sera à même de remplir ses fonctions européennes que si l'unité de notre continent se pose et s'affirme", pp. 2-3, Papiers personnels de M. Alexandre Marc, Vence.

28. Alexandre Marc dit préférer la seconde appellation dans sa préface au livre d'Alain Greilsammer, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Paris, Presses d'Europe, 1975. Il faut reconnaître que ces appellations sont un peu datées, puisque les grandes discussions sur le fédéralisme "à l'américaine" furent relancées par le livre du journaliste Clarence K. Streit, *Union Now, A Proposal for a Federal Union of the Democracies of the North Atlantic*, London, Jonathan Cape, 1933, qui en était l'année suivante à sa septième édition.

29. On retrouvera cette définition dans la campagne que vont mener les associations européistes à partir de septembre 1949 pour permettre au tout récent Conseil de l'Europe d'obtenir lui aussi "des fonctions limitées, mais des pouvoirs réels" à l'aide d'un Pacte fédéral consenti par les Etats.

30. Trois autres textes sont de Hamilton et Madison, et 12 d'auteurs non identifiés.

politiques et de la philosophie qui en émane. Un ouvrage rassemblant ces textes, intitulé *The Federalist*, fut d'ailleurs publié dans son intégralité dès mars 1788, promis à maintes rééditions jusqu'à celle de 1961, considérée par les spécialistes comme définitive.³¹ Cet ouvrage adopte un point de vue très pragmatique, qui consiste à faire une critique appuyée du système confédéral, alors encore en place, d'où découle la nécessité du "saut en avant" vers la fédération pure et simple. Il est vrai que cette réflexion n'est pas embarrassée, comme en Europe, par le poids des nationalismes historiques: la conclusion que l'on pourrait tirer de l'ensemble de ces propositions est qu'une fédération, parce qu'elle facilite l'intégration dans tous les secteurs, détermine un processus de *nation-building*, alors qu'une confédération se contente d'être une association coopérative dont le but est d'exécuter en commun certaines tâches déterminées, de manière plus ou moins coordonnée. L'idée que le fédéralisme est un phénomène évolutif, susceptible d'apprentissage, qui permet la formation progressive d'un esprit civique s'adaptant au cadre politique de départ, a ainsi marqué certains fédéralistes européens de l'après-guerre, notamment Italiens. Le fédéralisme constitutionnel vise à organiser la société à partir du sommet, ce qui implique l'existence d'un Etat fédéral fort qui, même s'il est dénué de tout esprit de système, doit se référer à un principe central et perpétuel: pas de cité sans pouvoir politique central.³² L'approche est pragmatique, puisqu'elle s'appuie sur l'exemple historique des Etats-Unis ou de la Suisse. Certains fédéralistes d'après-guerre souhaitent s'inspirer de ces modèles pour trouver les ingrédients de l'intégration européenne.

Altiero Spinelli définit ainsi la manière de mettre en place la future structure politique européenne: dans sa préface à la première édition clandestine du *Manifeste de Ventotene* (22 janvier 1944), il estime que "partir du préalable que le premier objectif à atteindre, c'est celui d'une organisation unitaire dans le domaine international, jette une nouvelle lumière sur tous les problèmes".³³ La personnalité de l'auteur transparaît dans ce *Manifeste* qui est un appel à l'effort révolutionnaire à partir du constat que la guerre, quelle que soit l'issue, a fragilisé des systèmes politiques périmés. Le texte lui-même, assez court (24 pages), se partage en trois moments forts: "la crise de la civilisation moderne" où les auteurs critiquent les Etats-nations devenus Etats-Moloch, "faiseurs de soldats" et briseurs des libertés individuelles, dirigé par une "ploutocratie" qui fonde sa légitimité sur les concepts extrêmes tels que la race ou l'autarcie. Face à cette "crise", la seule solution consiste à détruire les fondements de cette fausse légitimité en créant de toutes pièces "l'unité européenne", à travers une nouvelle version du combat forces progressistes/forces conservatrices qui nécessite le recours à "l'action révolutionnaire". Enfin, cette action politique à grande échelle devrait permettre de mener à bien une tâche plus délicate, "la réforme de la société", qui consiste en un équilibre savant entre socialisme, largement revendiqué, et action individuelle, un peu à l'image du "socio-libéralisme" qui avait été défendu par les *fuorusciti* du mouvement antifasciste *Giustizia e Libertà*. La revendication fédéraliste s'accompagne d'une critique totale des structures

31. Jacob E. Cooke, *The Federalist*, Cleveland and New York, Meridian Books, 1961.

32. C'est en particulier l'idée développée par le constitutionnaliste hollandais Henri Nord, membre de l'UEF, dans son article "International and supranational cooperation", *Les Cahiers de Bruges*, 1 (mars 1952).

33. Préface rédigée le 22 janvier 1944, in *Le Manifeste de Ventotene*, Institut d'Etudes Fédéralistes Altiero Spinelli, Lyon, 1988, p. 13.

politiques nationales ainsi que de la promesse d'une réforme générale des structures sociales. Le *Manifeste* est en effet l'illustration même de ce que la Seconde Guerre mondiale a pu représenter pour ceux qui voulaient changer la politique de leurs pays: l'occasion de refaire à neuf, de rompre avec des siècles de disputes byzantines et de sentiment de supériorité, bref, de mettre fin à une sclérose généralisée. On retrouve bien dans ces lignes du *Manifeste* l'idée qui va être, pendant toute l'après-guerre, celle des fédéralistes en général: la Fédération européenne est le résultat de notre faiblesse devenue évidente, et en même temps sa solution.

Aux fédéralistes "intégraux", pour lesquels l'Europe est encore une collection de sociétés qu'il faut patiemment rapprocher, s'opposent donc les fédéralistes "constitutionnels", pour qui la création préalable d'un cadre institutionnel permettra la formation d'un esprit civique européen. Deux voies sont donc possibles: l'institutionnel fait évoluer les mentalités, ou c'est l'inverse. Ainsi donc, fédéralisme intégral et constitutionnel enrichissaient le débat engagé en plein milieu de la guerre. Il en ressortait pour le combat fédéraliste une incontestable vigueur, en même temps qu'une fragilisation potentielle. En effet, les deux théories qui se mettent en place dans la Résistance comportent des différences importantes, ne serait-ce que dans la manière de parvenir à la société fédérale; outre cela, elles baignent dans une histoire et une aire culturelle qui les rendent toutes deux très particulières, attachées à des références et des représentations assez différentes l'une de l'autre; enfin, on peut estimer qu'elles sont fortement marquées par la personnalité de leur "créateur", chacun étant intimement persuadé qu'il suffira, à la Libération, de rencontrer les autres militants qui, forcément, pensent le fédéralisme comme eux. Cependant, il est impossible d'arrêter ce constat de manière si négative: il existe incontestablement des points d'entente entre ces deux versions du fédéralisme, et d'abord leur approche du phénomène militant. Toutes deux font le constat d'échec des idées fédéralistes avant la guerre et y trouvent les mêmes causes: confidentialité, dilettantisme, élitisme de l'Idée; manque de précision de celle-ci; absence de relais dans l'opinion qui la condamne à rester dans les limbes. Sur ce dernier point, l'accord est parfait: chacun a son idée et la précise en des manifestes et des rapports enflammés; tous sont conscients que le fédéralisme, faute de points d'appui dans l'opinion, jusqu'ici délaissée, serait une cause vaine; et la conclusion s'impose d'elle-même: le Fédéralisme (on parle encore au singulier) a besoin d'une véritable plate-forme de combat, d'un porte-voix qui permette la coordination d'énergies isolées et indisciplinées ... Au moment de la Libération, l'esprit de la Résistance semble précisément offrir la possibilité d'une unité d'action à ceux qui veulent l'unité européenne: or, ceux-ci ne se rangent pas facilement dans les deux grandes tendances que nous avons définies, mais se répartissent en une multitude de groupes dont l'histoire et les attentes ne sont pas forcément les mêmes.

III. Les acteurs en présence

Nous pouvons donc constater qu'il serait absurde d'utiliser le terme de "fédéralisme" au singulier; au contraire, il est évident que cette idéologie est fragilisée par l'existence de différentes chapelles. Pour mieux comprendre où se situent ces différences et les identifier, nous nous proposons maintenant de présenter les divers mouvements qui se réclament du Fédéralisme et qui ont

accepté de se liguer au sein de l'UEF. Nous tenterons, à l'aide de ces différentes observations, d'esquisser par la suite une image du militant fédéraliste, de quelque mouvement qu'il soit.

1. Les organisations membres de l'UEF

Si l'UEF se réclame d'une parfaite neutralité politique, il n'en est pas de même des mouvements membres, qui restent maîtres de leurs choix. Il serait fastidieux d'en énumérer la liste complète: nous nous contentons ici d'une rapide présentation des principaux groupes de manière à nous familiariser avec certains noms. On peut distinguer ces différents groupes en fonction de leur date d'apparition.

Les groupes fédéralistes nés avant la guerre peuvent être qualifiés de "généralistes": la couleur politique des membres importe peu, le groupe étant vu comme un forum d'idées qui cherche à séduire les élites qui n'ont pas été gagnées par l'idéal nationaliste. Ces groupes servent de modèle, au point de vue de l'organisation, aux mouvements nés dans l'après-guerre. Deux groupes fédéralistes membres de l'UEF sont dans ce cas. Il s'agit d'abord de l'*Europa-Union* suisse, créé en 1933 d'une fusion entre *Jung Europa. Bund Für die Vereinigten Sttaten von Europa* et de la branche suisse de l'*Union paneuropéenne*. Ce groupe, dirigé par Hans Bauer, a son propre journal (*Der Europäer*, devenu *Europa* en 1946), un programme ouvertement constitutionnaliste, et ne souffrira jamais de la clandestinité par laquelle doivent passer les autres groupes européens pendant la guerre. *Europa-Union* donne à l'UEF des cadres zélés: qu'ils soient suisses (Henri Genêt en est le premier président) ou ayant vécu en Suisse comme réfugiés (le Français Raymond Silva sera le premier secrétaire général permanent de l'UEF), ils sont très présents au début de la période, dans la mesure où les premiers pas du mouvement, dont le siège est à Genève, se font dans la Confédération helvétique, où sont organisées les premières manifestations fédéralistes (Hertenstein, Bâle, Montreux). L'autre groupe est *Federal Union*, créé en 1938 à Oxford, qui rassemble socialistes et libéraux autour de l'idéal fédéraliste.³⁴ Constitué d'un nombre limité de membres (environ 3000), il jouit cependant d'une grande influence auprès des fédéralistes continentaux, d'autant que *Federal Union* s'est fait le relais de leur pensée pendant la guerre en créant un *Federal Union Research Institute* (1940). Cette influence continue après la guerre, exacerbée par l'autorité morale d'un pays héroïque, avec quelques figures très présentes, telles que Frances Josephy ou Ronald Mackay. Il faut préciser que ces deux groupes ne se réclament pas d'un fédéralisme particulier dans la mesure où ils se réfèrent à l'expérience politique de leurs pays respectifs: la construction de l'Etat en Suisse et les débats autour de l'organisation du *Commonwealth* en Grande-Bretagne.

Les groupes nés pendant la guerre sont résolument de gauche, au nom des principes révolutionnaires dont se targue la plus grande partie de la Résistance, et revendiquent le terme de "militants" dont l'objectif est de créer une société

34. Daniela Preda, "Le débat fédéraliste dans le Royaume-Uni entre les deux guerres", in Andrea Bosco, dir., *The Federal Idea*, vol. 1, *The History of Federalism from Enlightenment to 1945*, London, New York, Lothian Foundation Press, 1991, pp. 273-90; Francesco Rossolillo, "La scuola federalista inglese", in Sergio Pistone, dir., *L'idea dell'unificazione europea dalla Prima alla Seconda Guerra mondiale*, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1975, pp. 59-76; Richard Mayne & John Pinder, *Federal Union: the Pioneers*, London, Macmillan, 1990.

fédéraliste, comme le mouvement français *Libérer et Fédérer*.³⁵ Ces hommes représentent la nouvelle génération fédéraliste, très hostile aux Européens du passé (Richard Coudenhove-Kalergi est particulièrement visé), et donc plus combative. Ainsi, le groupe le plus important, en nombre et en activistes, du fédéralisme européen, apparaît en plein cœur de la guerre: il s'agit du *Movimento Federalista Europeo* (MFE), créé en août 1943 à Milan à la suite de la publication du *Manifeste de Ventotene* (1941). L'homme qui est à la base de cette création, Altiero Spinelli, est peut-être le plus médiatique d'entre tous, non seulement du fait de la précocité de son idéal fédéraliste, mais également parce qu'il a fini par personnifier l'UEF après le tournant de la Guerre froide. D'autres figures non moins importantes animent le MFE, telles que le coauteur du *Manifeste*, Ernesto Rossi, ou le Secrétaire Général de l'UEF à partir de 1949, Guglielmo Usellini. Le MFE se réclame ouvertement du fédéralisme constitutionnel, dont il s'est fait le défenseur en Europe, et s'exprime à travers un organe de presse né dans la clandestinité, *L'Unità europea*, devenu *Europa Federata* à la fin des années quarante.

Les autres groupes naissent dans les derniers jours de la guerre, et sont véritablement un produit de l'idéal résistant. En France, le *Comité International pour la Fédération Européenne* (CIFE), issu du Mouvement de Libération Nationale, en est l'illustration, même si son existence est relativement éphémère (Albert Camus, Jacques Baumel, André Ferrat, Robert Verdier et Maurice Guérin en ont été les fondateurs). Aux Pays-Bas, l'*Europeesche Actie* (devenu le *Beweging van Europese Federalisten* le 4 octobre 1947) est créé le 29 janvier 1945 par une poignée de résistants partagés entre les influences socialistes et chrétiennes libertaires, très proches des thèses du fédéralisme intégral que, pour la plupart, ils ont découvert dans la clandestinité, tel que le plus connu d'entre eux, Henri Brugmans.³⁶ En Allemagne, le mouvement *Europa-Union* (le nom a été choisi en référence au modèle suisse) naît dans la zone britannique, le 9 décembre 1946, et revendique très vite un nombre important d'adhérents, principalement démocrates-chrétiens. Son programme est adopté à un moment où plus aucun doute n'est permis sur la partition Est/Ouest (22 mai 1949),³⁷ alors que la Loi fondamentale de la RFA a été votée le 8 mai et qu'elle entre en application le 23.

35. Voir leur Déclaration programmatique, publié sous le titre "Gagner la guerre et gagner la paix", le 14 juillet 1942, et reprise entre septembre et octobre dans *Combat*, *Libération-Sud* et *Le Populaire*, programme prolongée, deux ans plus tard, en association avec le mouvement socialiste *L'Insurgé*, par la rédaction d'un manifeste commun où l'on parle d'une "intégration dans les Etats-Unis d'Europe", *Libérer et Fédérer*, avril-mai 1944, pp. 15-16.

36. Brugmans explique en ces termes la naissance au sein même de la captivité d'un nouvel idéal, qui va le pousser au militantisme fédéraliste: "Le mouvement personnaliste néerlandais est né dans un camp d'otages, dans un séminaire transformé en prison, à Saint Michiel Gestel. Nous nous y trouvions, avec quelques centaines de camarades, internés par les Allemands sans forme de procès, sous la menace de la fusillade... Mais un souffle étrange animait des jeunes et les rassemblait autour d'une table... Pendant des mois, ils travaillèrent... La doctrine était là, 'invisible et présente'. Il fallait la préciser. A ce moment-là, nous avons fait la connaissance de personnalités françaises. *Esprit* passait la censure allemande qui, heureusement, n'y comprenait rien. Puis Denis de Rougemont et Maritain. Enfin Aron et Dandieu et leur *Révolution nécessaire*. Avant la guerre, le mot personnaliste n'était connu en Hollande que d'une petite minorité d'intellectuels francophiles. A présent, on retrouve le mot, sinon la chose, dans tous les journaux, dans à peu près toutes les discussions publiques", cité dans Denis De Rougemont, *Politique de la Personne*, Paris, Je Sers, 1946 (rééd.).

37. Ce programme figure dans Walter Lipgens & Wilfried Loth, eds, *Documents on the History of European Integration*, vol. 3, *The Struggle for European Union by Political Parties and Pressure Groups in Western European Countries, 1945-1950*, Berlin, New York, De Gruyter, 1988, pp. 524-28.

Le combat de ses militants prend un sens d'autant plus fort que, en plus d'œuvrer en faveur de l'unité européenne, ils espèrent réhabiliter leur pays aux yeux de la communauté internationale: c'est peut-être la raison pour laquelle beaucoup de militants fédéralistes européens leur reprocheront de se battre d'abord pour eux-mêmes. Parmi les principales personnalités de ce mouvement, on peut citer l'historien Eugen Kogon, président d'*Europa-Union* en mai 1949 avant d'être élu président du Comité Central de l'UEF à partir de 1950.

Du côté français, l'hétérogénéité est impressionnante, bien que le fédéralisme intégral y soit majoritaire. Deux groupes principaux naissent à ce moment: *La Fédération* est créée le 4 octobre 1944. Il s'agit du mouvement le mieux organisé (d'après les fédéralistes eux-mêmes) et le plus à droite, qui entretient des liens très étroits avec le CNPF: certains de ses leaders, en particulier le plus connu d'entre eux, André Voisin, ont participé à la Révolution nationale de Pétain, ce qui va susciter quelques polémiques à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UEF. Ce mouvement présente le Fédéralisme comme essentiel aux communautés naturelles, socles de toute société, et la "constitution européenne" réclamée par d'autres groupes n'est pas perçue comme essentielle ou, en tout cas, comme objectif immédiat. À côté de ce groupe se signalent les *Cercles socialistes, fédéralistes et communautaires pour une République moderne*, créés en 1945 par Claude-Marcel Hytte, ancien communiste devenu socialiste libertaire et l'un des chefs du Mouvement national révolutionnaire pendant la guerre, où l'influence proudhonienne est largement revendiquée. On peut également signaler au même moment l'existence de 15 autres groupes fédéralistes français qui, par leur existence, illustrent la vaste palette politique du fédéralisme hexagonal (dont on trouve un équivalent chez les Belges, eux-mêmes divisés en une multitude de groupes): certains de ces mouvements sont animés par des "anciens" de l'idée européenne (Gaston Riou et l'*Union économique et fédérale européenne*), ou ont donné à l'UEF des dirigeants très influents (le groupe *Socialisme et Liberté* dont est issu l'ancien résistant et ministre Henri Frenay, devenu président de l'organisation en novembre 1948).

Les fédéralistes peuvent également compter sur des mouvements plus "politiques": ainsi, des groupes voient le jour au sein de certains Parlements. C'est le cas de la Chambre des Communes où est créé, dans la deuxième moitié de l'année 1946, un *Federalist Group of the House of Commons*, dirigé par le R.P. Gordon Lang, devenu *All-Party Group for United Europe* le 18 février 1948, avec Ronald Mackay comme président. Un *Groupe parlementaire fédéraliste* naît, le 19 juin 1947, au sein de l'Assemblée et du Conseil de la République français, qui réunit toutes les tendances politiques (Paul Rivet, de la SFIO, en est le Président, Edmond Michelet, MRP, Edgar Faure, du Rassemblement des Gauches, Edouard Bonnefous, UDSR, Gustave Alric, PRI, et René Coty du Groupe indépendant en sont les vice-présidents): au total, 189 parlementaires donnent leur adhésion au *Groupe*, répartis en 119 députés et 70 conseillers de la République. Ceux-ci se rallient aux principes de l'UEF en juillet 1947. Enfin, on peut signaler que, sans compter sur un groupe constitué, 60 membres du Parlement italien ont adhéré au MFE au début de l'année 1947.

Pour terminer, on peut signaler l'existence de groupes adhérents à l'UEF qui ne sont que le reflet d'eux-mêmes: ce sont les mouvements issus de pays passés, depuis 1945, sous le contrôle soviétique et qui ont donc pour charge de rappeler constamment la vocation "continentale" du fédéralisme, dont le but ne saurait être masqué par les "péripéties" de la Guerre froide. C'est ainsi que la

Yougoslavie, la Bulgarie ou la Roumanie sont représentées par une poignée de réfugiés, parfois très influents: le mouvement "roumain" comptera un Secrétaire Général adjoint à l'UEF (Gabriel Badarau) et un Président en 1956, peu avant la dissolution du groupe (l'ancien ministre des Affaires étrangères roumain Grégoire Gafenco). Cependant, cette ascension ne peut occulter la marginalisation croissante des mouvements "de l'Est" au sein de l'UEF au fur et à mesure de la Guerre froide. On peut, pour terminer, rappeler que l'Espagne est également considérée par les fédéralistes comme terre totalitaire, c'est pourquoi ils accueillent dans leur organisation des mouvements chargés de représenter certaines régions brimées par le franquisme, telles que la Catalogne et le Pays basque. Inutile de préciser que ces groupuscules sont marginaux dès le départ.

2. La difficile définition du militant fédéraliste

L'UEF ne fait donc que "chapeauter" différentes organisations fédéralistes qui ont décidé de mettre en commun leurs forces dès l'immédiat après-guerre. Elle est un mouvement européiste parmi d'autres, regroupant diverses personnalités de toute l'Europe, dont beaucoup sont issues de la Résistance. Ce passage par la Résistance se reflète dans la philosophie du groupe, dont la finalité n'est pas seulement la construction d'un cadre européen propre à régler les problèmes nationaux mais, également, le renouvellement intégral d'une vie politique et d'une structure sociale jugées caduques. Cette finalité est bien résumée par Henri Brugmans, qui nous explique ici l'origine du nom de baptême du groupe:

Le nom choisi incluait un choix doctrinal. Bien sûr, l'union fédérale de l'Europe constituait notre objectif primordial. Mais en même temps, nous voulions souligner que, pour nous, le Fédéralisme n'était pas seulement une technique de supranationalité continentale. Il signifiait aussi une philosophie politique originale, opposée au centralisme interne et au nationalisme d'Etat. Vision qui rajeunissait la démocratie dont la crise était évidente: nous rompons avec le 'monopole' du pouvoir au niveau national. Au contraire, la multiplicité des pouvoirs à différents niveaux nous parut la condition d'une diversification démocratique, imposée par l'évolution. Par conséquent: UEF plutôt qu'UFE, ce qui eût été restrictif [...].³⁸

On peut définir cet organisme naissant comme un groupe de pression dans la mesure où, dès le départ, on retrouve dans l'UEF les caractéristiques d'un ensemble à vocation idéologique, à la fois par le nombre, la détermination de ses dirigeants, le travail auprès des Etats ou de l'opinion: l'UEF multiplie les contacts personnels avec certains acteurs de la vie politique, économique et sociale et informe dans le même temps l'opinion, en organisant de nombreux meetings ou en éditant brochures, tracts et affiches destinés à un large public. Ce mouvement est alors sur tous les fronts de l'Europe, que ce soit pour la constitution d'une assemblée européenne, la mise en place d'un marché intégré ou la réalisation d'une Europe de la défense. Très tôt, le groupe fédéraliste impressionne certains observateurs par son action de propagande ainsi que par

38. Henri Brugmans, *A travers le siècle*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 1993, pp. 229-30.

le nombre et la qualité de ses adhérents à travers l'Europe.³⁹ Cependant, l'UEF échappe très vite aux critères traditionnels des groupes de pression dans la mesure où il existe plusieurs Etats et plusieurs opinions à toucher par la propagande fédéraliste. Il faut remonter aux sources de la Résistance pour comprendre à quel point les fédéralistes rejettent le combat politique classique, préférant jouer le rôle d'un catalyseur auprès de forces "progressistes" quelles qu'elles soient, afin de faire aboutir dans tous les pays un projet qui ne se limite pas seulement à la forme et à la constitution d'un gouvernement. La doctrine fédéraliste de l'UEF n'est donc pas uniquement politique, mais également économique, sociale et même philosophique. Cette diversité des objectifs montre bien la richesse de la pensée fédéraliste de l'après-guerre, mais multiplie aussi les points de doctrine sur lesquels les différentes chapelles risquent de s'opposer.

Le militant fédéraliste, dans chacun de ces mouvements, se définit par son adhésion à des idées très générales qui portent sur l'organisation de l'Europe. Les campagnes sont décidées au plus haut niveau, et les grandes lignes en sont expliquées par une multitude de brochures qui portent le débat sur la scène publique. Le problème est que le militant de base est singulièrement absent de cette réflexion en perpétuel bouillonnement. Les statuts mêmes de l'organisation fédéraliste mettent en avant, on l'a dit, les groupes constitués plutôt que les individus, et le travail préparatoire ainsi que le pouvoir de décision sont confiés à des personnalités qui maîtrisent parfaitement l'art de la parole et de la persuasion. A l'occasion des manifestations, des rapports ou des congrès qui sont la réalité quotidienne de l'UEF, ce sont toujours les mêmes individus qui s'expriment et qui font pencher la balance de leur côté. Même si le nombre total des militants fédéralistes peut paraître substantiel et permettre ainsi de reconnaître à l'UEF un poids certain, ce même nombre pesé de pays à pays rappelle à quel point les groupes fédéralistes qui en sont membres restent des clubs dont le recrutement est assez limité, sauf en Italie, où le MFE s'immisce jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat (le Président de la République Luigi Einaudi et le président du Conseil Ferruccio Parri en sont par exemple adhérents). L'étude de l'appartenance sociale des militants de l'UEF renforce d'ailleurs cette impression de confidentialité et d'élitisme: la plupart ont un niveau d'études assez élevé, et sont surreprésentés dans certaines catégories intellectuelles telles que l'enseignement ou le journalisme. La notion de militantisme appliquée au fédéralisme doit donc être fortement tempérée, et ceci renforce la différence entre groupe de pression et parti politique. Le militant fédéraliste semble ainsi appartenir à une catégorie très particulière de l'engagement et se montre très volatil en fonction des luttes d'influence qui divisent la direction de l'UEF. Cette attitude peut s'expliquer par l'apolitisme déclaré du mouvement et par la prime que l'on donne au discours et à l'art de la persuasion, ainsi que par un contexte international en perpétuelle évolution.

Les fédéralistes, en cette année 1947 où ils font leurs premiers pas, ne peuvent se permettre d'être trop sélectifs. La porte du recrutement reste largement ouverte et la priorité est donnée aux manifestations qui permettent de discuter du fonctionnement de l'UEF, mais également de faire connaître ce groupement

39. L'Américain Arnold Zürcher estime que l'UEF "approchait les dimensions d'une organisation de masse avec un réel support multinational", *The Struggle to Unite Europe, 1940-1958*, New York, 1958, p. 22.

à l'opinion. Dans cette optique, il est décidé lors de la réunion constitutive de Paris la tenue d'une première réunion de l'UEF en avril, à Amsterdam. En attendant, les statuts de l'UEF sont mis en chantier, sous le signe de l'urgence: comme le rappelle Alexandre Marc,

Il nous faut avoir, le plus tôt possible, des statuts provisoires, ce qui nous permettra d'avoir une existence légale, un compte en banque, etc. ... Etant provisoires, ces statuts devront être très simples, se bornant à définir en quelques lignes l'objet et la composition de l'UEF.⁴⁰

De fait, ceux-ci ne seront définitivement approuvés que lors du Congrès de Montreux, à la fin du mois d'août 1947, après avoir été l'objet de discussions intenses. Le règlement, plutôt léger, comprend 30 articles, partagés entre quatre titres.⁴¹ On peut tenter de définir les grandes lignes de ce règlement afin de mieux comprendre l'esprit et la démarche que les fédéralistes veulent donner à leur organisation. L'UEF se veut respectueuse de l'esprit fédéraliste et fait de l'organisme nouvellement créé une "plate-forme" dont le rôle est de "coordonner et d'intensifier, dans un esprit et avec des méthodes fédéralistes, les activités des différents Mouvements ou Groupements européens poursuivant le même but [...]".⁴² Il s'agit, comme l'écrit Alexandre Marc, peu après la fondation du mouvement, de "promouvoir le fédéralisme par des méthodes d'action fédéralistes", c'est-à-dire de favoriser la coopération entre mouvements qui jusqu'ici, malgré la similitude des objectifs, restaient fortement individualistes et bornaient leur action à l'échelle nationale, tout en respectant la nécessaire autonomie de ces mouvements, ce que Marc appelle la "liaison, [la] coordination et [la] conjonction d'efforts autonomes".⁴³ Ce premier Statut reflète largement la prédominance de l'esprit du fédéralisme intégral, puisque l'article premier stipule que l'UEF est ouverte aux "groupements, mouvements et associations fédéralistes européens qui accepteront son orientation générale, définie par les déclarations fédéralistes dites de Hertenstein [21 septembre 1946] et de Luxembourg [16 octobre 1946], ainsi que par les motions d'Amsterdam [16 avril 1947] et de Montreux [31 août 1947]". En ce qui concerne le champ d'action, l'UEF adopte la définition la plus vague possible de l'Europe géographique, étendant son activité "à l'ensemble des pays qui appartiennent à l'Europe", sans précision supplémentaire.⁴⁴ En ce qui concerne l'adhésion à l'UEF, celle-ci se fait par

40. Alexandre Marc, *Lettre-circulaire n°3*, Paris, 18 janvier 1947, p. 1, ME-257, *Archivi Storici delle Comunità Europee*, Florence.

41. Titre I: Dénomination—But—Durée—Siège Social (5 articles); Titre II: Composition (6 articles); Titre III: Organisation (14 articles); Titre IV: Ressources et Gestion des Biens (5 articles).

42. Article 2 alinéa 3 des Statuts de l'UEF.

43. Alexandre Marc, "Pour l'action fédéraliste", *Cahiers du Monde Nouveau*, mars 1947, 3, pp. 104-5. Le même Marc confirme cette position dans la *Lettre-circulaire n°XIV* du 10 octobre 1947, où il estime qu'"il ne faut pas perdre de vue [...] qu'une centralisation excessive serait à la fois antifédéraliste et peu efficace, car la propagande doit tenir compte du caractère propre de chaque pays et du public auquel elle s'adresse", WL-177, ASCE.

44. Article 5. La Motion de Politique Générale, arrêtée à Montreux en même temps que les Statuts, est beaucoup plus explicite quant à la définition de l'Europe concernée, puisqu'elle enregistre la "défection de l'Est": "La gravité de la situation dans laquelle se trouve l'Europe exige un commencement de réalisation fédérale là où elle peut être tentée"; il s'agit plus précisément de "commencer l'effort de rassemblement à l'Occident européen", "Motion de Politique Générale", *Rapport du Premier Congrès annuel de l'UEF*, Genève, 1947, pp. 133 et 134.

mouvements, et non pas par personnes privées.⁴⁵ Tous les dirigeants sont élus selon un système pyramidal qui va de l'Assemblée générale au Bureau exécutif.⁴⁶

Pour mieux comprendre ce que les premiers fédéralistes attendent de cette organisation, nous pouvons reprendre le discours que le Secrétaire Général Raymond Silva fait à Montreux pour expliquer le rôle de chacun. Selon lui, le point fort de l'UEF est son organisation pyramidale, qui permet à chaque niveau de s'exprimer sans qu'il y ait de la part de l'UEF l'intention d'imposer quoi que ce soit, puisqu'elle est surtout vue comme un point de rencontre et de discussion des différents fédéralismes:

Ce qui constitue l'originalité et la valeur de l'UEF est sa structure fédérale. Mouvements nationaux dont la pluralité constitue l'image même de la vie, Comités de coordination, Comité Central et son Bureau exécutif forment une articulation logique et saine qu'il faut avoir toujours présente à l'esprit.

La dimension militante est elle aussi exprimée, dans un système évoquant le principe de subsidiarité, qui va du combat sur le terrain, en passant par la discussion des problèmes fédéralistes à l'échelon national puis européen:

Le militant de base doit, sans cesse, œuvrer pour la cause commune, susciter des adhésions nouvelles, informer ses proches [...] Sur le plan des Comités de coordination [il faut] rapprocher les tendances [...] Le membre du Comité Central, lui, faisant abstraction de toute préférence nationale, doit envisager et étudier les questions du seul point de vue de l'Europe [...].⁴⁷

On voit donc que ce modèle est avant tout soucieux de ménager certaines susceptibilités tout en cherchant à augmenter les chances de recrutement. L'UEF est né sous le signe de l'ouverture politique et du compromis, ce qui, dans les milieux fédéralistes, peut être présenté comme un succès inédit ...

Peut-on estimer que l'UEF a réussi à véritablement unir les fédéralistes le temps de son existence (décembre 1946–novembre 1956)? Si l'on considère les débuts du mouvement, on peut facilement se rendre compte des difficultés auxquelles l'organisation naissante allait s'exposer: diversité des origines culturelles de ses membres et interprétations différentes des événements politiques qui en découlent; méfiance généralisée, tous bords politiques confondus, à l'égard du débat européen, de la part des partis comme de l'opinion; concurrence de mouvements, certes moins importants en nombre, mais plus prestigieux en personnalités (le groupe unioniste *United Europe Movement* de Churchill par exemple) ... Cependant, si tous ces handicaps font quotidiennement frôler la rupture au sein d'un mouvement dont les moyens matériels restent limités, on ne voit pas qu'il ait baissé les bras. C'est au contraire les coups du sort qui soudent à chaque fois un peu plus des éléments en apparence inconciliables: échec de l'idéal résistant, de l'idée d'Europe-Troisième Force, apparition du *Mouvement Européen*, à majorité unioniste ... Même la transformation progressive

45. Article 6, commenté par Alexandre Marc et Henri Koch, *Lettre-circulaire n°8*, Paris, 25 avril 1947, WL-124, ASCE.

46. Articles 21, 22 et 24.

47. Raymond Silva, "Discours de Montreux", reproduit dans *L'Action Fédéraliste Européenne*, n°8-9, oct-nov. 1947, pp. 4-5.

de l'UEF en un organisme toujours plus centralisé sous la houlette de Spinelli ne rencontre pas d'oppositions sérieuses, malgré une approche en tout contraire aux principes fédéralistes. Pourquoi une telle résistance? Au-delà de l'esprit militant qui caractérise les fédéralistes de cette période, il faut peut-être chercher la réponse dans l'attitude de leurs principaux leaders, dont les capacités d'adaptation ont pu faire merveille à un moment où celles-ci s'avéraient nécessaires: conscients, plus que la base qui n'assistait pas aux instances décisionnelles (les seules véritablement "européennes"), du mariage de raison qui avait rapproché ces différentes tendances en décembre 1946 sans en être dupes (il n'y a qu'à voir les piques assassines qu'ils se réservent les uns les autres dans le secret de leurs journaux ou de leurs mémoires), ces hommes ont su saisir l'air du temps, avec une vigueur inlassable, pour constamment rejouer le thème de l'union sacrée. Soit avec tact et prudence, sous la houlette de Brugmans, soit avec autorité et audace avec Frenay et Spinelli, ils ont pu profiter de toutes les opportunités politiques pour dynamiser des groupuscules, jusqu'à inorganisés et isolés. S'il existe un phénomène de "génération spontanée" en politique, on peut le trouver chez ces leaders fédéralistes de l'après-guerre, même si nous avons prouvé qu'ils ne méprisent pas les leçons du passé.⁴⁸ L'échec de la CED leur est pourtant fatal, comme il l'est pour le militantisme fédéraliste en général: la construction européenne est passée de l'espoir à l'œuvre de raison. L'"union sacrée" fédéraliste, soudée par des combats idéologiques consensuels qui tournaient autour de l'idée d'Europe-Troisième Force et, de plus en plus, autour de la menace stalinienne, ne pouvait en sortir indemne ...

ABSTRACT Often limited to abstract concepts, 'Europeanism' often remained a dream or a mantra to end all wars in Europe. The events of the twentieth century, however, demonstrated the consequences of excessive nationalism and gave to the pro-Europeans the opportunity to be heard. During the WWII men in several countries launched a new European thinking which was presented as a rational way of ending the war cycle. For the first time they also launched a movement uniting all the movements interested in this idea: the European Union of Federalists (UEF) created in December 1946. This movement with its roots in the resistance sought to give solid bases to Europeanism by providing it with an efficient organization, open campaigning and recruitment. One can look at the UEF either by following the evolution of a movement adapting its discourse to the cold war or by studying its ideological contradictions and debates or by investigating the internal dynamics of the movement's geography and local action throughout Europe. Using these the approached one can attempt to understand the peculiarities of European militant campaigning and the reasons for its sudden disappearance after the failure of the European Defense Community initiative.

ZUSAMMENFASSUNG Häufig lediglich auf theoretische Konzepte reduziert, blieb ein geeintes Europa ein Traum, der alle Kriege innerhalb des Kontinents enden lassen sollte. Die Ereignisse des 20. Jahrhunderts demonstrieren jedoch die Konsequenzen eines übersteigerten Nationalismus, so dass pro-europäischem Gedankengut eine gute Chance auf Verwirklichung gegeben wurde.

48. On peut reprendre à leur propos ce que Jean Monnet disait, dans ses *Mémoires*, des Pères de l'Europe (Adenauer, de Gasperi, Schuman et lui-même), et affirmer que ces fédéralistes appartiennent à la "génération du feu", *Mémoires*, Fayard, 1976, pp. 322-23, cité dans Elisabeth Du Reau, "L'Europe, du déclin à la reconstruction: d'un après-guerre à l'autre", in Jean Vanwelkenhuyzen, dir., *Les Tumultes d'un Siècle*, Bruxelles, Complexe, 2000, p. 88, article où l'auteur fait une intéressante comparaison des "génération européennes" qui succèdent aux deux conflits mondiaux.

Während des Zweiten Weltkriegs entwickelten Menschen in vielen Ländern eine neue Art des europäischen Denkens, die als rationale Lösung zur Beendigung der Kriege in Europa angesehen wurde. Zum ersten Mal entstand eine Organisation, die alle europäischen Bewegungen vereinte: die Europäische Union der Föderalisten (UEF), die im Dezember 1946 gegründet wurde. Diese europäische Bewegung, die ihre Wurzeln im Widerstand hatte, versuchte einem geeinten Europa durch eine effiziente Organisation sowie unabhängiger Mitgliederwerbung und freiem Zugang eine solide Basis zu verschaffen. Man kann die UEF aus dem Blickwinkel ihrer Entwicklung und Anpassung im Kontext des Kalten Krieges, ihrer ideologischen Widersprüche und Debatten oder aus der Dynamik ihrer geographischen Ausprägung und lokaler Aktivität heraus betrachten. Mit Hilfe dieser Perspektiven ist es möglich, die Besonderheiten von europäischen bewaffneten Konflikten zu verstehen und deren plötzliches Verschwinden nach dem Scheitern der Initiative zur Europäischen Verteidigungsgemeinschaft zu erklären.